

# Les économies africaines doivent-elles avoir peur de la Chine ?

---

**Herman Touo**, Université de Ngaoundéré, Cameroun

## Abstract

### **Do African economies have to fear China ?**

*The term 'Fear' constitutes for some years as the dominant paradigm through which the rise of China as emerging power in the World is analyzed in various realms. This concept of fear appears like a category endowed with a capacity of ambiguous explanatory. It postulates a sort of universal mistrust towards China. From this universalizing cognitive approach, imperialism emerges as a methodical doubt on the use of this concept whose content seems relative. Africa had to organize and stow itself to the Chinese' locomotive to the will of its interests. But Africa is itself contaminated by Chinese fears. While carrying the fear and who had never been offered economic support since a century or more, Africa surprised with certain Chinese clichés. China poses like a 'Big Satan Dragon' to Africa with its arrival to tap African oil, to pillage and influence of big media and some publications. One can ask whether Chinese strong growth controls/ occupies the geopolitical composition of the continent or is China a threat or opportunity for the African economies?*

*To bring elements of response to the questioning, two hypotheses can be drawn here:*

- 1. Of course China constitutes a threat because of its status of emerging power and whose conquering economy conveys the image of an authoritarian new «grand» doubled with predator's appetite.*
- 2. There is absolutely no need to be afraid of China because it is a giant whose model of development can be a source of inspiration for the African economies in the framework of a relation of win-win partnership. The stake for Africa is to have the mastery of its relations with China that can be an opportunity for this continent.*

*Our thesis is that China occupies the geopolitical reconstruction of Africa, which creates to a certain extent a conflict of interests with the former western powers. And it can be an opportunity for the African economies, especially if governments assume their own financial responsibilities by improving the way of collecting taxes, the business environment, and the quality of the public expense and by putting an end to the capital outflow, or by requiring the transfer of technology from Chinese partners. This is comprehensible given the fact that all weaknesses of Africa can be corrected by assets of Africa which is in a position to recover its status of strategic stake in the new global political and economic order.*

## Résumé

*La peur constitue depuis quelques années le paradigme dominant à travers lequel la montée en puissance de la Chine dans le monde est analysée dans divers domaines. Cette notion*

de peur apparaît comme une catégorie dotée d'une capacité d'ubiquité explicative. Elle postule une sorte de méfiance universelle à l'égard de la Chine. De cet impérialisme cognitif universalisant naît un doute méthodique sur l'usage de ce concept dont le contenu semble relatif. L'Afrique qui devait s'organiser pour s'arrimer à la locomotive chinoise au gré de ses intérêts, se laisse parfois communiquer des peurs qui ne sont pas absolument les siennes. Portés par ceux qui depuis plus d'un siècle n'auraient pas pu offrir à l'Afrique les moyens de son décollage économique, certains clichés tendant à présenter la Chine comme «le grand Satan dragon» venu juste ponctionner le pétrole africain et piller les autres matières premières sont distillés à travers les grands médias et certaines publications. La question que l'on est en droit de se demander est de savoir si les économies africaines et ceux ou celles qui les pilotent doivent nécessairement avoir peur de la forte croissance chinoise et de la place qu'occupe ce pays dans la recomposition géopolitique du continent. Autrement dit, la Chine est-elle une menace ou une chance pour les économies africaines ? Pour apporter des éléments de réponse à ce questionnement, deux hypothèses méritent d'être formulées :

1. La Chine constitue certes une menace en raison de son statut de puissance émergente, dont l'économie conquérante véhicule l'image d'un nouveau « grand » autoritaire doublé d'un appétit de prédateur.
2. Il ne faut cependant pas avoir absolument peur de la Chine car celle-ci est un géant dont le modèle de développement peut être une source d'inspiration pour les économies africaines dans le cadre d'une relation de partenariat gagnant-gagnant. L'enjeu pour l'Afrique, c'est d'avoir la maîtrise de sa relation avec la Chine qui peut être une chance pour ce continent.

Notre thèse est que la place qu'occupe la Chine dans la recomposition géopolitique de l'Afrique, qui engendre, dans une large mesure, un conflit d'intérêts avec les anciennes puissances occidentales, est une chance pour les économies africaines, notamment si les gouvernements assument leurs propres responsabilités financières en améliorant la façon de percevoir les impôts, l'environnement des affaires, la qualité de la dépense publique et en mettant un terme à la fuite illégale des fonds vers l'étranger, ou encore en exigeant le transfert de technologie de la part des partenaires chinois. Cela se comprend, étant donné que toutes les faiblesses de l'Afrique peuvent être corrigées par les atouts de l'Afrique qui a retrouvé son statut d'enjeu/objet stratégique dans le nouvel ordre politico-économique global.

La peur constitue depuis quelques années le paradigme dominant à travers lequel la montée en puissance de la Chine dans le monde est analysée dans divers domaines. Cette peur apparaît comme une catégorie dotée d'une capacité d'ubiquité<sup>1</sup> explicative. Elle postule une sorte de méfiance universelle à l'égard de la Chine. De cet impérialisme cognitif universalisant naît un doute sur l'usage de ce concept dont le contenu semble relatif. D'où la nécessité de prendre au sérieux le conseil méthodologique d'Emile Durkheim d'après lequel il faut se méfier des « notions vulgaires », des mots que l'on emploie couramment et avec assurance comme s'ils correspondaient à des choses bien connues et définies, alors qu'ils ne réveillent en nous que des notions confuses, des préjugés, des passions<sup>2</sup> et des interprétations mécanistes<sup>3</sup>. La peur appartient à cette catégorie de notions vulgaires. Le sens commun constitue ici un véritable obstacle épistémologique dans la mesure qu'il croît savoir de manière définitive ce à quoi renvoie le discours de la peur sur la Chine en termes de domination<sup>4</sup>, de régression ou de souf-

france. Le bon sens appréhende la peur généralement à travers le prisme de la rupture eschatologique<sup>5</sup>. Ceci permet d'éviter la confusion entre l'investigation scientifique qui vise à établir la véracité des faits et l'inquisition qui tend à juger, à formuler des jugements de valeur. Il importe dès lors de repenser la peur de la Chine plus ou moins considérée comme une construction intellectuelle aux relents d'abstraction pour certaines régions du monde, voire un concept analytique et une stratégie.

En effet, la peur de la Chine est devenue une donnée largement répandue dans le monde aujourd'hui. Elle est d'autant plus amplifiée qu'elle est aussi et surtout portée par ceux qui jusqu'à une période relativement récente, tenaient encore le leadership mondial. La Chine qui ne fait pas partie du G8, à savoir les pays qu'on dit les plus puissants du monde, réécrit désormais l'histoire en termes de puissance économique. Dans un monde où le droit de la souveraineté est en crise<sup>6</sup>, l'on peut dire, à la suite de Luc Sindjoun, que « c'est la puissance qui institue les relations internationales comme ordre, c'est-à-dire comme ensemble de positions et de rôles inégaux, variant en fonction des ressources des acteurs ; elle introduit l'inégalité constitutive du milieu international »<sup>7</sup>. Entre les Etats-Unis et la Chine, les deux principaux protagonistes de la nouvelle géopolitique mondiale, c'est une sorte de guerre froide. Cela se comprend, étant donné qu'elle diffère nettement de l'autre guerre froide qui opposa les mêmes Etats-Unis à l'Union Soviétique. Hier l'enjeu était la maîtrise de l'armement et de l'espace. Aussi les deux super-grands se lancèrent dans une course aux armements qui finit par ruiner l'Union Soviétique et permettre ainsi aux Etats-Unis de se hisser sur « le toit du monde ». A l'heure actuelle, les armes ont changé de nature. Elles sont désormais économiques, notamment financières et monétaires. C'est à qui réussira à maintenir sa monnaie au niveau le plus bas possible par rapport à celle de son concurrent, c'est à qui réussira à vendre plus qu'il n'achètera à l'autre ; c'est à qui réussira à endetter l'autre à son profit que se situe désormais l'enjeu.

La Chine a pris une avance considérable dans ces domaines avec un excédent<sup>8</sup> sur les Etats-Unis qui s'établissait en 2005 à 202 milliards de dollar US. La Chine a financé le déficit américain par le placement d'une partie de ses réserves<sup>9</sup> de change, évaluées à plus de 1000 milliards de dollar US (sur les 14.294 milliards de la dette publique américaine), en bons de trésor américains. C'est ici que se situe la peur des stratèges américains, transformée parfois en phobie chinoise. Néanmoins, les Etats-Unis et la Chine (le G2) ne sont nullement sur le pied de guerre. Au-delà des peurs parfois amplifiées par les ultra des deux camps, les deux pays ont réussi à créer des espaces de négociation, conscients que l'avenir de l'économie mondiale dépend du comportement qu'ils auront : d'où la divergence dans le sourire.

Au regard du tableau qui montre que la Chine a réussi à faire plier une jambe à l'hyper puissance américaine, il est tout à fait compréhensible que les autres régions du monde redoutent ce pays. L'Europe qui avait tenté une résistance et même quelques offensives désespérées, a depuis compris qu'il faut négocier et chercher comment tirer meilleur profit de l'extraordinaire croissance chinoise. L'Europe a ainsi accepté que la Chine devienne pour elle la grande usine du monde, le grand guichet où elle ira s'approvisionner en espèces sonnantes et trébuchantes en se pliant au dictat du « commu-

nisme de marché chinois », ou en tolérant d'être rappelée à l'ordre par Pékin face à la crise de la dette.

L'Afrique qui devait aussi s'organiser<sup>10</sup> pour s'arrimer à la locomotive chinoise au gré de ses intérêts, se laisse parfois communiquer des peurs qui ne sont pas absolument les siennes. Portés par ceux qui depuis plus d'un siècle n'auraient pas pu offrir à l'Afrique les moyens de son décollage économique, certains clichés tendant à présenter la Chine comme « le grand Satan dragon » venu juste ponctionner le pétrole africain et piller les autres matières premières de ce continent sont distillés à travers les grands médias ou certaines publications. Tout ceci pour empêcher les Africains de rester lucides dans leur relation avec la Chine<sup>11</sup>. Pourtant, en opposition aux modèles colonialistes, la Chine entend faire de l'Afrique un multiplicateur de puissance sur la scène diplomatique et un acteur privilégié dans la construction d'un nouvel ordre mondial dans lequel la relation sino-africaine serait synonyme de progrès mutuel, des signes ou traces visibles sur le terrain. *Le Livre blanc* du gouvernement chinois indique clairement que « la Chine veille à établir et à développer un nouveau type de partenariat stratégique avec l'Afrique, caractérisé par l'égalité et la confiance réciproque sur le plan politique, la coopération conduite dans l'esprit gagnant-gagnant sur le plan économique et le renforcement des échanges sur le plan culturel »<sup>12</sup>. Comme on pouvait s'y attendre, cette déclaration de bonnes intentions, qui doit faire face au discours de la peur construit sur la Chine, suscite des interrogations dans plusieurs milieux<sup>13</sup>. Si certains cercles ne manquent pas de voir derrière l'offensive de Pékin l'expression d'une nouvelle aventure coloniale dont l'Afrique sortira meurtrie, d'autres affichent leur optimisme en présentant la nouvelle politique africaine de la Chine comme la dernière chance du continent de sortir de son sous-développement chronique<sup>14</sup>.

Certains auteurs<sup>15</sup> estiment même que sous l'égide d'une politique amie qui se caractérise par de nombreuses aides et des emprunts à taux préférentiels, on assiste petit à petit à la mise sous tutelle de l'Afrique. Celle-ci n'aurait pas encore pris conscience qu'elle cède peu à peu à la Chine ce qu'elle a de plus précieux, à savoir ses ressources naturelles. D'où notre problématique, à savoir **les économies africaines doivent-elles avoir peur de la Chine ?** Autrement dit, les économies africaines et ceux ou celles qui les pilotent doivent-ils nécessairement avoir peur de la forte croissance chinoise et de la place qu'occupe ce pays dans la recomposition géopolitique du continent ? La Chine est-elle une menace ou une chance pour les économies africaines ?

Pour apporter des éléments de réponse à ce questionnement, deux hypothèses méritent d'être formulées :

1. La Chine constitue certes une menace en raison de son statut de puissance émergente, dont l'économie conquérante véhicule l'image d'un nouveau « grand » autoritaire doublé d'un appétit de prédateur.
2. Il ne faut cependant pas avoir absolument peur de la Chine car celle-ci est un géant dont le modèle de développement peut être

une source d'inspiration pour les économies africaines dans le cadre d'une relation de partenariat gagnant-gagnant caractérisé plus par le pragmatisme que par la rhétorique idéologique. L'enjeu pour l'Afrique, c'est d'avoir la maîtrise de sa relation avec la Chine, car la période actuelle est riche en opportunités<sup>16</sup> qui ne demandent qu'à être saisies pour réaliser la renaissance de l'Afrique malgré les contraintes.

Ces deux hypothèses qui passent en revue la perception binaire de la montée en puissance de la Chine dans le monde en général, et plus singulièrement en Afrique, trouvent leur justification dans le fait que le monde est devenu un village planétaire, sous l'effet de la globalisation et de nouvelles technologies de l'information et de la communication qui l'accompagnent avec la compression des notions de temps et d'espace. La nouvelle économie « sans frontière » réduit l'autonomie des Etats<sup>17</sup>, engendre une forte pression sur les ressources naturelles et suscite l'éveil des consciences de tous les habitants de la planète ainsi que leur aspiration à la dignité. Sous l'influence du réalisme, du constructivisme<sup>18</sup>, d'une vision systémique des relations internationales<sup>19</sup> et de l'individualisme méthodologique, les Etats, de plus en plus interdépendants, élaborent de nouvelles solidarités<sup>20</sup>. La perception holiste des problèmes économiques s'impose désormais à tous. En même temps la grille de lecture de la peur, des menaces, des vulnérabilités et des risques, souligne la forte interaction entre le local, le national, le régional et le global. Cette lecture remet en débat l'idée selon laquelle un Etat ne saurait garantir sa propre sécurité économique qu'en menaçant celle des autres. C'est le dilemme de la sécurité<sup>21</sup> de plus en plus remis en cause dans un monde globalisé où la sécurité de l'autre est la condition de notre propre sécurité.

Ici le paradigme structuraliste<sup>22</sup> vient au secours de l'observateur et lui permet de comprendre que les pays puissants qui sont au centre du système international, veulent continuer à dominer la ou les périphéries en construisant un discours de la peur sur la Chine. Le paradigme matérialiste<sup>23</sup> dévoile, en effet, les visées impérialistes du centre qui veut préserver ses intérêts voire sa domination hégémonique en suscitant, au besoin, à la peur collective à l'égard de la Chine, proche de la crainte médiévale de la peste, et à l'anarchie<sup>24</sup>. Cela se comprend dans la mesure où cette étude est menée dans un contexte international caractérisé par la volonté affirmée d'un groupe de grandes puissances, d'influencer le destin des pays qu'on appelait encore hier, le Tiers-Monde, par un interventionnisme inédit dans les relations internationales. Celles-ci n'hésitent pas à utiliser la force armée, officiellement au nom de la diffusion de l'idée démocratique et des valeurs qu'elle véhicule. Cette nouvelle donne ne leur donne pas seulement un droit de regard, mais aussi un devoir d'action chez les autres, notamment les plus faibles, avec la caution morale de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le paradigme matérialiste permet, en outre, de montrer que la Chine serait en quête d'hydrocarbures, des minerais et autres matières premières.

Deux ordres de préoccupations se dégagent des orientations empiriques et théoriques ci-dessus, qu'on peut ramener à deux idées principales :

- D'abord, l'idée de la Chine comme une menace potentielle pour les économies africaines en raison de son statut de pays émergent.
- Ensuite, l'idée du modèle de développement chinois comme une source d'inspiration pour l'Afrique.

## **I. La Chine comme une menace potentielle pour les économies africaines en raison de son statut de pays émergent.**

L'idée qui présente la Chine comme une menace<sup>25</sup> pour les économies africaines s'origine dans le fait que peu de Nations ont changé aussi vite et de façon aussi spectaculaire que ce pays dans l'histoire de l'humanité. La Chine se développe et s'émancipe à une telle allure qu'elle en devient effrayante. Pour certains, son émergence, la nature peu démocratique de son système politique doublée de son appétit de prédateur l'érige moins en partenaire qu'en menace.

### **A. L'émergence d'un nouveau géant : rappel historique<sup>26</sup>**

L'émergence de la Chine aurait été prédite au 19<sup>e</sup> siècle par Napoléon 1<sup>er</sup>. Ce dernier aurait indiqué que lorsque la Chine s'éveillera, le monde se mettrait à trembler. Cette prophétie semble se réaliser aujourd'hui.

Conçue comme l'*empire du milieu*, la Chine est historiquement l'un des plus grands empires. Mais au 19<sup>ème</sup>, les Chinois sont entrés dans ce qu'ils appellent le siècle de la honte, en raison des intrusions étrangères et des guerres civiles jusqu'à la proclamation par Mao Tsé Toung, de la République populaire de Chine (RPC) le 1<sup>er</sup> octobre 1949 à Pékin (Beijing) qui en devint la capitale. Le nouveau régime communiste va adopter le modèle de développement soviétique à savoir le collectivisme (terme désignant un système économique dans lequel la propriété des moyens de production est collective, où l'organisation de la production des biens et services est centralisée et planifiée) pour ce pays de 9 571 300 km<sup>2</sup> de superficie et qui compte aujourd'hui 1 milliard 310 millions d'habitants. Afin d'étendre la révolution et de généraliser son pouvoir, le Parti Communiste Chinois (PCC) va entreprendre, entre 1949 et 1952, plusieurs grandes campagnes de réformes et de propagande.

En 1950, la réforme agraire libère la petite paysannerie de la tutelle économique et financière des grands propriétaires. Elle est souvent violente et aboutit parfois à des procès et à des exécutions sommaires. La loi sur le mariage, en autorisant le divorce, met fin à l'oppression traditionnelle des femmes. D'autres campagnes sont organisées comme celle des « trois anti » qui débarrasse le Parti de ses éléments corrompus et celle des « cinq anti », en 1953, qui s'attaque à la bourgeoisie d'affaires. Chacune de ces mesures permet au Parti Communiste de gagner de nouveaux adhérents.

Les bons résultats du premier plan quinquennal vont encourager Mao Tsé Toung, en 1958, à développer un nouveau programme économique, social et politique, connu sous le nom de Grand bond en avant. Préconisant un développement du collectif dans tous les domaines de la vie quotidienne, ce projet gigantesque marque une rupture idéologique avec le modèle soviétique. Des contrôles plus rigides sont imposés pour accroître la

production agricole, réduire la consommation et accélérer l'industrialisation. La Chine qui vit repliée, affairée à se développer doit rattraper son retard par tous les moyens et une mobilisation effrénée des travailleurs donne des résultats plus ou moins positifs.

L'arrivée de Deng Xiaoping au pouvoir en 1976 conduit au tournant de l'ouverture. À partir du XV<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste, en septembre 1977, une nouvelle ère semble s'ouvrir. Le président Jjang Zemin annonce, dans son discours, la privatisation des entreprises d'État et la relance des réformes économiques<sup>27</sup> destinées à faire face à la concurrence internationale (adapter l'économie à une ouverture partielle à l'international et la convertibilité du yuan). Le nouveau Bureau politique insiste également sur l'urgence de restructurer le Parti et le gouvernement, sur la lutte contre la corruption, et s'ouvre aux technocrates. Le gouvernement entreprend une réforme globale de l'administration chinoise : le nombre de postes et de ministères est réduit, la moyenne d'âge des dirigeants tombe à moins de 60 ans.

Arrivé au pouvoir en mars 1998, le nouveau Premier ministre, Zhu Rongji, qui succède à Li Peng, dont il est le vice-Premier ministre, est un technocrate considéré comme un réformateur. À l'origine des réformes économiques entreprises depuis 1992, il lance le pays sur une nouvelle voie, provoquant l'inquiétude des conservateurs. Par sa politique d'austérité, il obtient une réduction sensible de l'inflation (de 24% à 1%). Les principales réformes annoncées sont la poursuite de la privatisation des entreprises d'État, le renforcement du rôle de la Banque centrale, la réduction de la dette publique, le développement des travaux publics, du logement, des industries de pointe et l'amélioration du système éducatif.

Quant à l'épineuse question de l'admission de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), elle enregistre de nets progrès. Le 19 mai 2000, les négociateurs européens et chinois signent un accord préalable à l'adhésion de la Chine à l'OMC, par lequel celle-ci s'engage à abaisser ses droits de douane sur certains produits et à faciliter l'investissement européen sur son territoire. Dans le même sillage, la Chambre des représentants américaine adopte au cours de ce mois de mai 2000 une loi de normalisation des relations commerciales entre les États-Unis et la Chine, permettant de libéraliser les échanges entre les deux pays. Pour certains auteurs, cette ouverture, qui indique que l'histoire chinoise n'est pas particulière mais doit suivre le cours commun, se transformera en une victoire de la Chine sur « l'Occident piégé par la mondialisation »<sup>28</sup>.

En juillet 2000, Pékin est choisie par le Comité international olympique (CIO) pour accueillir les jeux Olympiques en 2008. Ce fut la première fois que la Chine organise la plus grande manifestation sportive mondiale. Cette élection suscite la joie des habitants de Pékin, mais elle est déplorée par les défenseurs des droits de l'homme qui militaient contre l'attribution des Jeux à la Chine, présentée comme un immense cimetière pour les droits et libertés fondamentaux.

Au mois de septembre 2001, après quinze ans de discussions, un accord est finalement signé à Genève entre la Chine et ses partenaires commerciaux en vue de l'adhésion de Pékin à l'OMC. Elle est formellement entérinée au mois de décembre lors de la conférence de l'OMC à Doha

(Qatar). Dans l'optique de cette nouvelle donne économique, les entreprises chinoises se réorganisent fébrilement afin de faire face à la concurrence internationale.

Les entrepreneurs chinois sont au cœur de la pensée de Jiang Zemin, lors de son discours d'ouverture du XVI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste<sup>29</sup>, au mois de novembre 2002, lorsqu'il loue le rôle joué par les « couches sociales avancées » dans la modernisation du pays. Ce Congrès est l'occasion pour le président chinois d'annoncer son retrait de la scène politique et de désigner son successeur, à la fois à la tête du pays et du parti, en la personne de Hu Jintao. Cette succession, effective en mars 2003, marque un rajeunissement de la classe politique dirigeante : Hu Jintao, âgé de 59 ans, inaugure en effet la « quatrième génération » des cadres communistes depuis la naissance de la République populaire. Elle s'accompagne en outre d'un changement à la tête du gouvernement qui confirme cette tendance : Wen Jiabao (60 ans), qui succède à Zhu Rongji au poste de Premier ministre, présente un profil de technocrate consensuel, similaire à celui du nouveau numéro un chinois. Toutefois l'ancien président Jiang Zemin ne disparaît pas totalement de la vie politique, puisqu'il conserve la présidence de la Commission militaire centrale.

Au mois d'octobre 2003, la Chine s'impose comme une grande puissance scientifique et technologique en réussissant son premier vol spatial habité, un succès qui revêt aussi une dimension patriotique considérable. Le pays poursuit sa libéralisation économique en amendant sa Constitution en mars 2004, afin d'y inscrire la protection de la propriété privée. Sur le plan politique, la transition en douceur s'achève en septembre 2004 par la démission de Jiang Zemin de la présidence de la Commission militaire centrale, au profit de Hu Jintao. Aujourd'hui, l'émergence de la Chine bouscule de plus en plus la géopolitique traditionnelle. La nature peu démocratique de son système politique doublée de son appétit de prédateur inquiète certaines économies.

## **B. Un système politique peu démocratique doublé d'un appétit de prédateur.**

La Chine a adopté un système de parti unique d'inspiration marxiste-léniniste. Toute revendication visant la démocratisation du système est violemment réprimée par les autorités<sup>30</sup>. L'ambiguïté du discours de la Chine sur les droits de l'homme et son soutien à certaines dictatures qui sévissent en Afrique constitue une source d'inquiétude.

Pour la Chine, « la protection des droits de la personne ne saurait contraindre l'exercice de la souveraineté nationale. Il ne fait aucun doute que les succès rencontrés par Pékin en Afrique ont bénéficié de cette vision, même si ce n'est pas l'unique point commun que la Chine partage avec ses partenaires africains »<sup>31</sup>. Pour bon nombre de régimes autoritaires, Pékin constitue une manne et une bénédiction au détriment des mouvements démocratiques. Le régime chinois offre une alternative à ceux-ci face à la pression de plus en plus pesante et tendue des occidentaux par rapport à la transparence des règles de dévolution du pouvoir. Là où le sermon occidental sur le manque de transparence, la mauvaise gouvernance et le



non-renouvellement des élites politiques est une rengaine bien connue, la Chine se garde bien d'assortir son aide de discours politiques moralisateurs au grand dam de la soif des populations pour plus de démocratie. Sous le couvert d'une amitié indéfectible, du respect du sacro-saint principe de « la neutralité et la non-ingérence », Pékin ne manifeste aucune exigence en matière de démocratie ou de bonne gouvernance<sup>32</sup>. Or, la mauvaise gouvernance a été identifiée comme la principale cause du sous-développement de la plupart des pays africains et comme un obstacle majeur à la « facilité de faire les affaires ».

Comme on le voit, la diplomatie chinoise, adossée à son système politique, constitue un véritable bouclier pour les régimes autocratiques, et se présente comme un frein à l'émergence de l'Etat de droit dans certains pays africains. Le soutien de la Chine constitue une bouffée d'oxygène salvatrice pour des régimes politiques souvent décriés<sup>33</sup> ou qui se situent entre la démocratie et l'autoritarisme. La Chine perpétuerait la mauvaise gouvernance politique du continent africain sous le prétexte du respect de la souveraineté des Etats<sup>34</sup>, et bloquerait l'alternance indispensable pour le progrès d'un pays. Par ailleurs, il est démontré aujourd'hui que seuls les nostalgiques<sup>35</sup> des régimes autoritaires osent encore soutenir l'idée que de tels régimes sont seuls capables d'assurer la stabilité politique et le développement économique, ou pensent qu'on peut faire carrière à la tête d'un Etat. L'histoire nous enseigne qu'en ce qui concerne la construction d'un pays, aucune personne ou aucun individu, fut-il le plus compétent ou le meilleur de la classe politique du moment, ne l'a achevée nulle part dans le monde.

La « diplomatie de non-rupture » chinoise serait de nature à saper les efforts des organisations des droits de l'homme soucieuses d'inscrire les pays africains sur la liste des nations respectueuses des droits fondamentaux et des libertés publiques. Pourtant, l'avenir politique de l'Afrique semble lié à sa capacité de s'insérer dans la société internationale à tous points de vue. C'est pourquoi « le partenariat entre l'Afrique et les pays développés repose sur des éléments essentiels – respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, démocratisation de la vie politique – qui fonctionnent sinon comme des contraintes axiologiques du moins comme des valeurs politiques dont dépend tout à la fois la modernisation et la civilisation de la figure internationale des Etats ».<sup>36</sup>

En outre, certaines motivations de la présence chinoise en Afrique peuvent causer des soucis aux acteurs économiques. La Chine effraie et défraye les chroniques : « *La Chine, méga puissance, va envahir l'Afrique* », « *Pékin qui s'impose n'a besoin de l'Afrique que pour ses matières premières* », « *L'économie chinoise avide des matières premières africaines* », « *La Chine tisse sa toile sur le continent noir* », « *La Chine à l'assaut du marché africain* », « *La Chine pousse ses pions en Afrique* », sont des titres récents d'articles de presse assez révélateurs.

L'enjeu pétrolier<sup>37</sup> et bien d'autres matières premières (charbon, fer, nickel, bauxite)<sup>38</sup> semble être, pour certains observateurs, la principale motivation de la présence chinoise en Afrique. La dépendance énergétique est devenue une préoccupation majeure pour Pékin<sup>39</sup>. De huitième pays importateur de pétrole en 2000, la Chine est passée au quatrième rang en

2003 après les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne. Devenue deuxième pays consommateur de pétrole dans le monde, après les Etats-Unis, la Chine doit impérativement trouver de nouvelles zones productrices pour sécuriser ses approvisionnements. Tout naturellement, l'Afrique est devenue un terrain convoité car depuis leur intervention en Irak, les Etats-Unis ont parachevé leur contrôle sur l'ensemble des pays du Proche-Orient à l'exception de l'Iran. En 2000, les importations représentaient 27% du total de la consommation de pétrole en Chine, puis 37% en 2002, 45% en 2010 et devraient atteindre 60% d'ici 2020 selon certaines estimations. Plus de 25% des importations chinoises de pétrole proviennent actuellement du continent africain, notamment de la majorité des pays du Golfe de Guinée (Angola, Nigéria (où les compagnies anglo-saxonnes ont longtemps conservé leur monopole), Cameroun, Congo Brazzaville, Gabon (demeurés jusqu'en 2004 une chasse gardée des compagnies françaises), Guinée Equatoriale et du Soudan. Les autres sources d'approvisionnement africain de la Chine sont l'Egypte et l'Algérie. La soif énergétique de la Chine est si forte qu'elle ne connaît aucune frontière, pas même celles des Etats qui, tel que le Tchad, maintiennent leurs relations diplomatiques avec Taïwan. En 2008, la Chine entretenait des relations diplomatiques avec 47 des 53 pays du continent noir qui en compte aujourd'hui 54 depuis l'indépendance du Sud-Soudan le 09 juillet 2011.

Les pays occidentaux, quant à eux, redoutent une hausse du cours du pétrole et bien d'autres matières premières, due à la forte demande du marché chinois pour ces produits. L'Afrique avec 8.9% des réserves mondiales de pétrole, et qui représente 11% de la production mondiale, est désormais un terrain de confrontation entre les Etats-Unis, l'Europe et la Chine. Dans le document portant sur la stratégie de sécurité nationale publié en 2006, l'Administration américaine a exprimé ouvertement ses craintes en indiquant que les chinois « développent le commerce, mais agissent comme s'ils pouvaient en quelque sorte verrouiller l'approvisionnement énergétique de par le monde ou chercher à diriger les marchés plutôt qu'à les ouvrir, comme s'ils pouvaient appliquer un mercantilisme d'une époque discréditée et soutenir des pays riches en ressources naturelles sans tenir compte des écarts de conduite de ces régimes en matière de politique intérieure ou de leur mauvaise conduite à l'étranger ». Dans le même ordre d'idées, l'ambassadeur de France au Cameroun, Bruno Gain, a évoqué indirectement la concurrence qu'impose l'Empire du Milieu à son pays lorsqu'il laisse entendre qu'« il y a de nouveaux amis qui sont au Cameroun, il y a aussi des vieux amis. Nous pensons que les deux peuvent travailler ensemble »<sup>40</sup>. Or, il est généralement admis qu'une amitié aussi vieille soit-elle, doit être renouvelée, redynamisée étant donné que l'idée selon laquelle « *les Etats n'ont ni amis éternels, ni ennemis éternels mais des intérêts éternels* » dans le jeu international reste d'actualité.

Par ailleurs, une trop grande dépendance de l'exportation du pétrole ou des matières premières en général est dangereuse<sup>41</sup>. Autrement dit, l'Afrique ne doit pas se laisser aveugler par la demande croissante de pétrole et bien d'autres matières venant de la Chine. La Chine réalise des projets de développement en échange des matières premières. Des centaines de milliers des Chinois travaillent dans les projets financés par la Chine et des dizaines des milliers d'autres sont dans le commerce. Les Africains risquent

de perdre leur emploi<sup>42</sup> et le contrôle de leurs économies. Au Nigéria par exemple les Chinois vendent des tongs<sup>43</sup>. Ils gèrent des salons de thé en République Démocratique du Congo. Ils ont des commerces et exploitent des terres au Cameroun comme dans plusieurs pays africains. Au regard de cette présence massive de la diaspora chinoise sur le continent, Fantu Cheru, Cyril Obi et leurs collègues<sup>44</sup> semblent avertir que « si l'Afrique ne fait pas attention, elle va, sur sa propre demande, être de nouveau colonisée, cette fois-ci par la Chine ». Cela se comprend, étant donné que dans le domaine des échanges commerciaux, le partenariat sino-africain est dominé par la persistance de la détérioration des termes de l'échange. La Chine inonde le marché africain de produits manufacturés, concurrence même l'industrie locale<sup>45</sup> et ne favorise pas la diversification des exportations africaines en dehors des matières premières. « La Chine apparaît donc en Afrique comme essentiellement prédatrice, selon le modèle hier mis en œuvre par les puissances coloniales. [Une] stratégie qui permet aux régimes les plus contestables de la région de reconstituer une économie de rente fondée sur l'exploitation massive des ressources naturelles, sans réel transfert de richesse ou de savoir-faire vers les populations locales »<sup>46</sup>.

Une autre source de menace potentielle qui viendrait de la Chine est l'invasion foncière<sup>47</sup>. Dans la plupart des contrats et accords de coopération signés ces derniers temps entre les Etats africains et les pays émergents, développés ou industrialisés, un paragraphe est réservé à l'agriculture. En février 2007, par exemple, lors de la visite au Cameroun du président de la République Populaire de Chine, Hu Jintao, un accord fut conclu portant sur le développement de la culture du riz, du maïs et du soja dans la localité de Nanga Eboko (département de la Haute Sanaga, région du centre) et celle de Santchou (département de la Menoua, région de l'Ouest) sur une superficie totale de 10.000 hectares<sup>48</sup>. Il va certainement se poser la question de l'avenir des paysanneries et des stratégies de résistance qu'elles vont développer. Archie Mafeje<sup>49</sup> et Ali Mazrui ont jadis soutenu l'idée selon laquelle l'intégration dans le capitalisme mondial n'exige pas nécessairement l'adoption, dans les périphéries dominées, de formes d'organisations capitalistes de la production, malgré leur divergence sur la thèse de « la recolonisation de l'Afrique ». Cela se comprend dans la mesure où la colonisation non seulement s'est parfaitement « adaptée » à « l'absence » de la propriété privée du sol dans la majeure partie de l'Afrique subsaharienne, mais en a même tiré un bénéfice supplémentaire. La thèse que propose Ali Mazrui<sup>50</sup>, aujourd'hui, est que dans la perspective de l'expansion du capitalisme impérialiste contemporain, la question de la privatisation du sol est désormais posée. Les faits nous enseignent que les relations entre l'Union Européenne et le Zimbabwe sont tendues depuis le début de la réforme agraire et la réélection contestée de Robert Mugabe en 2002.

Il est, toutefois, difficile de conclure que le partenariat sino-africain n'est pas générateur d'opportunités pour l'Afrique qui « peut dire non »<sup>51</sup> et qui devrait s'inspirer du modèle de développement chinois.

## **II. Le modèle de développement chinois comme une source d'inspiration pour l'Afrique.**

La montée en puissance de la Chine semble augurer de profonds bouleversements qui ne manqueront certainement pas de reconfigurer un environnement africain déjà fortement marqué par son passé colonial, et dont les élites politiques restent encore partagées entre le conformisme et la recherche de nouvelles réponses au sous-développement<sup>52</sup> dans « un monde dominé par le paradigme du complexe et de l'incertain ». La Chine peut être une chance pour les économies africaines dans le cadre d'une relation de partenariat gagnant-gagnant. Le décryptage de la « nouvelle lune de miel » aux relents de retrouvailles entre l'Afrique et la Chine laisse transparaître la nécessité pour l'Afrique de s'arrimer au modèle de développement de ce nouveau géant dans une perspective d'adaptation et de diversification.

### **A. Une « nouvelle lune de miel » pleine d'espérance aux relents de retrouvailles entre l'Afrique et la Chine**

L'histoire des relations politiques entre l'Afrique et la Chine révèle que l'intérêt de cette dernière pour l'Afrique ne date pas de l'expansion économique chinoise actuelle. La Chine a manifesté un intérêt pour l'Afrique, devenue le terrain de confrontation entre l'Occident et l'Union Soviétique, dès les années 1950 et particulièrement lors de la Conférence de Bandung<sup>53</sup>. Les nations participantes, issues de la décolonisation, affirment leur volonté de disposer d'une voix indépendante dans les affaires internationales, qui ne soit alignée ni sur les positions américaines ni sur celles de l'URSS. Après la Conférence de Bandung, les relations étroites de la Chine avec l'Égypte et l'Algérie s'inscrivirent dans une logique idéologique anti-impérialiste. Dans le cadre de la rivalité sino-soviétique, la Chine soutint des mouvements indépendantistes en Angola tel que l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) et au Mozambique tel que le Front de libération du Mozambique (FROLIMO). Malgré son isolement sur la scène internationale dans les années 60 et 70, la Chine continua d'entretenir de bonnes relations avec les pays comme le Cameroun, le Congo Brazzaville, la Guinée, l'Île Maurice, le Mali, la Somalie, la Tanzanie et la Zambie. La Chine réalisa la ligne de chemin de fer dénommée Tazara (Tanzania-Zambia Railway) reliant Lusaka, la capitale de la Zambie, à Dar es Salam, capitale de la Tanzanie, en 1975. Dans les années 80, la Chine s'est rapprochée des pays comme l'Éthiopie, le Lesotho et la Libye.

Jusqu'au milieu des années 1970, il s'agissait de construire la solidarité entre deux continents appartenant au même monde : celui des pays sous-développés. La présence chinoise en Afrique se résumait au technicien venu assister le pays frère fraîchement affranchi de la tutelle coloniale et contribuer ainsi à son essor. Quinze mille médecins et plus de dix mille ingénieurs agronomes furent alors envoyés vers ce « tiers-monde » transformé en base arrière de la guerre froide<sup>54</sup>, et qui est aujourd'hui aux avant-postes de la guerre commerciale qui s'intensifie dans le monde post bipolaire<sup>55</sup>. En 1977, la valeur totale des échanges commerciaux entre l'empire du Milieu et le continent noir atteint le record de 817 millions de dollars US. Jadis réduite à

la construction d'ouvrages à vocation sociale et culturelle et à l'assistance technique, la coopération avec la Chine s'est diversifiée et s'est intensifiée. La République Populaire de Chine est désormais présente dans des secteurs aussi importants que ceux de l'énergie, des infrastructures et du développement agricole. Un tel partenariat de type nouveau est une illustration de la coopération Sud-Sud qu'il faudrait développer et consolider, afin de remédier au déséquilibre et à l'iniquité qui caractérisent les relations internationales aujourd'hui<sup>56</sup>.

Lors de son voyage au Gabon en 2004, le président Hu Jintao a promis « une coopération économique qui se préoccupera davantage des infrastructures, de l'agriculture et du développement des ressources humaines », même si certains observateurs pensent que Pékin « se comporte désormais comme n'importe quelle autre puissance soucieuse de ses intérêts bien compris. Elle cible sa coopération sur des pays à fort potentiel, qu'il s'agisse de matières premières, de pouvoir d'achat et d'influence diplomatique »<sup>57</sup>.

Selon l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine au Cameroun, Xue Jinwei<sup>58</sup>, la Chine a de très bonnes relations avec les 53 pays (54 avec le Sud Soudan) africains. Ces pays sont selon lui des frères pour la Chine et sont de niveau de développement différent. Le diplomate indique également que son pays oriente sa coopération avec les pays africains vers des capacités d'auto développement. Le Cameroun a eu l'honneur de recevoir les premiers ministres Li Peng et Zhu Rongji, respectivement en 1997 et 2002, le Président Hu Jintao en 2007 et le vice-Premier Hui Liangyu en 2011.

Le pragmatisme et la non-ingérence constituent les fils conducteurs de la politique chinoise. La Chine ne souhaite pas se mêler dans les affaires intérieures des Etats africains. La Chine ne présente pas d'exigences politiques particulières, à la différence des Etats-Unis et de la France ou de la politique de conditionnalité des grands bailleurs de fonds comme le FMI et la Banque Mondiale, et permet aux pays africains de garder pleinement leur souveraineté. La Chine ne propose pas le déploiement de soldats sur le sol africain, sauf dans le cadre des opérations de maintien de la paix comme au Libéria en 2005, et s'abstient de donner toute leçon de démocratie à l'égard de ces gouvernements. La Chine fait des dons, se montre prête à annuler les dettes et réalise des grands projets sur le Continent. L'on peut citer la construction d'un réseau téléphonique en Ethiopie, d'un terminal aéroportuaire en Algérie, du barrage de Méroé au Soudan, du barrage hydro-électrique d'Imbouli sur le fleuve Congo au Congo Brazzaville, des Palais de Congrès et de Sports de Yaoundé, du barrage de Lagdo au Nord Cameroun, du Palais de la Culture à Abidjan, du bâtiment de l'Assemblée nationale à Libreville ou encore de l'Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé.

Les Chinois ont lancé une véritable opération de charme vers l'Afrique en profitant à la fois de la perte d'influence occidentale et de la crise que traversent les institutions chargées de l'aide au développement. En 2007, par exemple, Pékin a investi plus de 9 milliards de dollars en Afrique alors que la Banque Mondiale s'est révélée incapable d'y injecter plus de 2,5 milliards de dollars. L'organisation internationale basée à Washington tente désormais de convaincre la Chine de devenir son partenaire pour le financement des projets africains.

Selon le Document sur la politique africaine de la Chine, publié en 2006, le gouvernement chinois part du principe d'une relation de partenariat gagnant-gagnant, qui consiste à « entretenir une amitié sincère, assurer les avantages mutuels sur un pied d'égalité, coopérer dans la solidarité et œuvrer à un développement partagé ». L'ambassadeur de Zambie en Chine, David Clifford Saviye<sup>59</sup> a relevé dans une interview que « l'économie chinoise est en redressement, tandis que le développement constitue un problème urgent pour l'Afrique. Nous pouvons utiliser les capitaux chinois pour développer notre économie. Ce serait une situation d'avantages réciproques ». Dans le même ordre d'idée, le ministre kényan des affaires étrangères, Moses Wetengula<sup>60</sup>, a déclaré dans une autre interview que la coopération entre la Chine et l'Afrique était favorable au développement économique des pays de ce continent. Pour le Chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, le partenariat avec la Chine donne satisfaction<sup>61</sup>.

L'enjeu commercial<sup>62</sup> dans la reconquête du continent africain par la Chine est au centre de la problématique du décollage économique de bon nombre des pays du continent. La forte croissance économique de la Chine semble bénéfique pour les pays africains qui ont trouvé un nouveau débouché pour leur commerce extérieur, bénéficiant surtout de la hausse sensible du cours des matières premières. En effet, l'irruption de la Chine sur le marché des minerais et des hydrocarbures est venue le rendre plus compétitif. Alors que les producteurs, faute d'alternative étaient auparavant obligés de vendre leur production aux prix fixés par les acheteurs animés par l'esprit monopolistique et du profit maximum, la diversification des clients et les exportations massives vers la Chine ont permis de faire grimper les prix au grand bonheur des pays africains producteurs qui peuvent désormais céder leur production à un juste prix. Les investissements directs de la Chine en Afrique sont ainsi passés de 490 millions de dollars en 2003 à 9,33 milliards de dollars en 2009. Les échanges entre la Chine et l'Afrique relatifs aux importations et aux exportations ont eux cumulé à 129 milliards de dollars en 2010, soit dix fois plus qu'en 2000. La Chine est par conséquent devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique dans le cadre d'une coopération fructueuse qui prend en compte les intérêts de toutes les parties.

Les raisons de cette recrudescence des échanges entre ce géant d'Asie et l'Afrique trouvent leur fondement dans le Forum sur la coopération Chine-Afrique organisé par l'Empire du Milieu en 2000. Face aux critiques de l'Occident concernant l'augmentation vertigineuse des investissements de la Chine en Afrique, le secrétaire général de cet organisme qui est également le directeur général du département Afrique au ministère chinois des affaires étrangères souligne que « la Chine, pays en développement, est mieux placée que les pays déjà développés pour comprendre les besoins et les mentalités des pays du Sud »<sup>63</sup>. C'est dire que la Chine qui est déjà un partenaire majeur pour l'Afrique, pourrait à terme devenir un partenaire stratégique dans la marche de l'Afrique vers l'émergence. Il devient ainsi difficile de ne pas voir dans la politique chinoise de réforme et d'ouverture sur l'extérieur un modèle de réussite dont devrait avantageusement s'inspirer les économies africaines.

## B. Le nécessaire arrimage de l'Afrique au modèle de développement chinois dans une perspective d'adaptation.

C'est peut être une évidence de dire que la Chine a su forcer l'admiration de tous en se hissant, en un temps record, grâce au génie et l'ardeur au travail du peuple chinois, au rang des premières puissances économiques mondiales. Par ses progrès fulgurants et son développement prodigieux, la Chine peut faire naître l'espoir là où l'afropessimisme du dehors et du dedans semble prévaloir. Selon Kofi Annan<sup>64</sup>, « l'Afrique, qui compte pour un quart des Etats du monde et un milliard d'habitants, est un géant endormi, sur le point de se réveiller ».

L'Afrique<sup>65</sup> a-t-elle l'ambition de transformer ses rêves<sup>66</sup> d'aujourd'hui en réalités de demain ? Cette question, qui interpelle les dirigeants africains, apostrophe davantage les peuples africains eux-mêmes et leurs élites. Les élites, loin de se transformer en force de destruction massive, doivent animer les vrais débats, éclairer les peuples sur les vrais enjeux et proposer les voies qui permettront au rêve de devenir réalité. C'est dire que l'Afrique doit s'organiser pour s'intégrer dans le mouvement de la mondialisation et non laisser celle-ci venir vers elle comme un village rattrapé par la ville. En d'autres termes, les gouvernements du continent doivent adopter une ou des stratégies<sup>67</sup> d'avenir qui permettent aux Africains de décider et d'influencer ensemble l'évolution à venir du monde au lieu de continuer de subir des évolutions décidées par d'autres suivant leurs intérêts.

L'expérience concluante de la Chine comme bien d'autres pays émergents devrait inspirer les peuples africains. A ce sujet, le Chef de l'Etat camerounais note que « les prouesses de la Chine montrent bien que la pauvreté et le sous-développement ne sont pas une fatalité, et donc, que l'Afrique, elle aussi, peut un jour se réveiller. Ce n'est pas une vue de l'esprit. A condition bien sûr que, comme la Chine, [l'Afrique en paie] le prix par l'effort, le travail et la détermination »<sup>68</sup>. En effet, face à la mondialisation néolibérale qui a bouleversé les données anciennes des relations entre les nations, remettant en cause, par le fait même, certains acquis, la problématique de la place et du rôle de l'Afrique dans le monde doit demeurer pour tous les Africains une source permanente de préoccupations. Elle implique une « reconversion des mentalités »<sup>69</sup>, voire « une décolonisation du corps politique et de l'esprit »<sup>70</sup>. Cette problématique met la liberté de l'Afrique en relation avec une capacité africaine d'auto-pacification<sup>71</sup>, d'auto-développement et sa participation au développement et à la pacification du monde<sup>72</sup>.

L'idée de l'arrimage de l'Afrique au modèle chinois de développement grâce à son génie multidimensionnel qu'il importe d'exhumer de l'inconscient collectif tout en le connectant aux impératifs de l'Afrique nouvelle est une des pistes dont l'exploration peut déboucher sur des perspectives porteuses, tant pour l'Afrique que pour ses partenaires, dans un processus de développement interdépendant. S'arrimer, c'est non seulement reprendre sa place dans le système-monde d'une manière générale, mais c'est aussi combler le fossé, rattraper le train de la modernité sociopolitique, économique et culturelle et, par là même, atténuer une pauvreté par trop

préjudiciable pour les africains (Conférence Internationale de Yaoundé, Africa 21, 2010).

La plupart des analyses géostratégiques parviennent à la conclusion que l'Afrique recèle de nombreux atouts, notamment du fait de ses ressources naturelles et de sa population particulièrement jeune, dans un contexte de vieillissement accéléré dans les pays du Nord. Seulement, dans certains cas, ces atouts se retournent contre elle et se transforment en contraintes, voire en cauchemar permanent. C'est ainsi que plusieurs pays africains sont victimes du « dutch disease », à savoir une incapacité manifeste à utiliser à bon escient leurs ressources naturelles (agricoles, forestières, halieutiques, minières entre autres). C'est « le paradoxe de l'abondance »<sup>73</sup> qui consiste à avoir des populations pauvres vivant dans des pays qui regorgent pourtant d'importantes richesses naturelles (CODESRIA, 2011). En effet, la globalisation a induit de nouveaux défis à la gouvernance des ressources naturelles dans les pays qui n'ont pas d'institutions qui encouragent la transparence politique, l'efficacité de l'Etat<sup>74</sup>, la gestion axée sur les résultats ou l'obligation de rendre compte.

Les Chefs d'Etat et de gouvernement, les responsables d'organisations internationales, les experts, les dirigeants d'entreprises et les représentants de la société civile, africains et non africains, qui ont participé, les 18 et 19 mai 2010, à la Conférence internationale de Yaoundé Africa21<sup>75</sup> sur les nouveaux défis pour l'Afrique ont déclaré d'un commun accord : - leur conviction que le 21<sup>ème</sup> siècle marque déjà le retour de l'Afrique à une plus forte croissance, à une limitation de son endettement et à une plus grande audience dans la communauté internationale - leur foi dans les capacités de l'Afrique à générer innovation et progrès en s'appuyant sur ses valeurs humaines, la force de sa jeunesse à qui incombe la réalisation des promesses de la renaissance de l'Afrique, la richesse de son environnement et l'abondance des ressources de son sol et de son sous-sol - leur refus d'une Afrique marginalisée et sous-représentée dans les instances internationales. Ils ont en outre estimé : - que le réveil africain en cours doit s'appuyer notamment sur le développement de l'agriculture vivrière. L'Afrique ne doit plus importer pour manger, elle doit, si nécessaire, protéger temporairement son agriculture - que la crise financière mondiale récente doit amener l'Afrique à en tirer toutes les leçons, à lutter contre les dérives spéculatives, à combattre l'existence de produits dérivés coupés des transactions réelles, notamment dans le domaine alimentaire, et à prévoir la réparation des préjudices - que le développement des partenariats public/privé et des échanges entre pays émergents sont de nature à améliorer la croissance et l'emploi - que la conduite de politiques de progrès ne peut se concevoir que dans un climat de paix et de sécurité. Des facteurs tels que l'urbanisation non maîtrisée, l'expansion des risques sanitaires, la perte des valeurs culturelles, appellent en tout premier lieu la nécessité d'une gouvernance publique transparente et rigoureuse.

En effet, une gouvernance publique transparente et rigoureuse implique une croisade contre la corruption, véritable fléau social dégradant, appauvrissant l'être humain spirituellement, intellectuellement, moralement, matériellement, financièrement, en un mot, enlevant tout son sens et son essence à la dignité humaine. Mettre l'éthique au cœur de l'action publique peut constituer un remède efficace permettant, à défaut de l'éradiquer



parce que participant de la nature profonde des êtres humains avec des degrés divers, tout au moins, d'atténuer, de réduire l'ampleur de ce mal et en arriver à le cantonner à des manifestations minimales. Il s'agit à la vérité de :

- l'éthique personnelle, chacun face à sa conscience, à ses convictions religieuses, spirituelles et morales doit connaître la ligne rouge à ne jamais franchir
- l'éthique professionnelle qui trace les limites entre un comportement licite et illicite pour toute profession
- et l'éthique sociale, c'est-à-dire ce que la société, dans son ensemble, admet comme normal ou anormal et qui participe donc de la culture du bien public dans une société donnée, à un moment donné du développement historique de celle-ci<sup>6</sup>.

Convoitée par l'Asie et par l'Occident, l'Afrique dispose de tous les moyens pour devenir un pôle de développement dans le monde. La trajectoire qui consiste à renforcer les relations avec la Chine, nous semble pertinente. Et s'il est vrai que la Chine n'investit pas en Afrique pour faire plaisir aux Africains, il n'en demeure pas moins vrai que ce géant d'Asie réalise des projets adossés aux besoins infrastructurels du continent. La Chine a certes des intérêts en Afrique. Mais elle voudrait laisser dans l'histoire l'image d'un pays qui n'a jamais colonisé. Il faut néanmoins que le regard des Africains soit flexible, dirigé à la fois vers l'Occident et vers l'Asie. Cela se comprend étant donné que l'opposition structurelle de la Chine à la domination de l'Occident n'est pas active. Elle est passive dans la mesure où la Chine n'a pas les moyens militaires pour s'opposer à l'Occident conquérant. Elle n'a pas pu empêcher les frappes aériennes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui ont contribué à la chute du régime du Colonel Mouammar Kadhafi en Lybie en août 2011. C'est dire qu'il serait difficile pour les Africains de reprendre, par rapport à la médiatisation de la peur de la Chine par l'Occident, le titre « *On vous connaît* », une inspiration de la diva gabonaise, Patience Dabany, qui qualifie certains hommes politiques « des menteurs, des "kongosseurs", et des voleurs »<sup>7</sup>. Ce dont on aurait le plus peur, c'est qu'en l'absence d'une véritable « circulation des élites » ou de l'alternance au pouvoir, qui est à la démocratie ce que l'oxygène est aux poumons, l'on risque de voir davantage la communauté internationale au chevet des pays rendus malades par certains hommes politiques et par ladite communauté internationale. Celle-ci souhaiterait gagner des contrats de travail, sous forme de partage de butin de guerre, pour la reconstruction de ces pays qui auraient subi ses bombardements parfois à tort et à travers dans le cadre, officiellement déclaré, de la « protection des populations civiles » ou de « l'instauration de la démocratie », et dans une dynamique de domination néocoloniale.

## Conclusion

Nous pouvons tenir pour acquis, en guise de conclusion, les points essentiels suivants :

- a. La peur de la Chine doit être lue comme une configuration mouvante dont les traductions varient en fonction des pays et des régions. Cette approche permet d'appréhender les vécus différenciés de la peur et d'échapper au nominalisme. C'est dire que la peur de la Chine ne renvoie pas au même ordre de réalité suivant qu'on est dans une économie industrialisée ou alors dans une économie sous-développée. La contextualisation apparaît dans le cas d'espèce un facteur de fécondité heuristique. Il convient, toutefois, d'éviter de tomber dans ce que Luc Sindjoun<sup>78</sup> qualifie de relativisme absolu, étant donné qu'il serait peut être imprudent et même prématuré de conjurer la peur de la Chine dans un monde encore dominé par le « paradigme du complexe et de l'incertain ».
- b. La peur de la Chine doit être appréhendée de manière dynamique en rompant avec la perception en termes de pathologie, de déséquilibres économiques. Il s'agit de sortir de la tradition alarmiste du discours de la peur sur la Chine au profit d'une approche réaliste qui appréhende ce qui se joue dans la méfiance à l'égard de ce pays en termes de transformations des rapports économiques à l'échelle mondiale. La peur apparaît ici comme un concept analytique et comme une stratégie. Il faudrait donc voir dans la montée en puissance de la Chine face à une économie européenne, qui danserait au bord du précipice<sup>79</sup>, une chance formidable de refonder la relation Afrique – Occident à travers la modification des accords économiques.
- c. La peur de la Chine pour aussi réelle qu'elle soit en ce sens qu'elle va de pair avec une conjoncture économique particulière ne devrait pas être dominée par l'illusion du « jamais vu », par la célébration ou le vomissement de ce qui serait un moment de renversement des rapports de force. Elle doit être perçue comme un processus obéissant au temps long d'accumulation des contradictions du capitalisme. La peur de la Chine est la conséquence de la dénaturation du capitalisme, de la perte des valeurs et des repères qui l'ont toujours fondé. En dérégulant à l'excès, les Etats capitalistes ont laissé s'installer les dumpings monétaires, fiscaux, sociaux et les concurrences déloyales. Il importe, dès lors, de renouer avec une approche empirique, en rupture avec les constructions idéologiques en vogue.
- d. Notre ère multi-centrée est traversée par un certain nombre de questions<sup>80</sup> : - Comment remettre l'économie au service de l'homme ? - Comment faire en sorte que l'économie n'apparaisse plus comme une fin en soi mais comme un moyen ? - Comment aller vers une

mondialisation où chacun en se développant contribuerait au développement des autres ? – Comment bâtir une mondialisation plus coopérative et moins conflictuelle ?

Notre thèse est que la place qu'occupe la Chine dans la reconfiguration géopolitique de l'Afrique, qui engendre, dans une large mesure, un conflit d'intérêts avec les anciennes puissances occidentales, est une chance pour les économies africaines, notamment si les gouvernements assument leurs propres responsabilités financières en améliorant la façon de percevoir les impôts, l'environnement des affaires, la qualité de la dépense publique et en mettant un terme à la fuite illégale des fonds vers l'étranger ou encore en exigeant le transfert de technologie de la part des partenaires chinois. Cela se comprend, étant donné que toutes les faiblesses de l'Afrique peuvent être corrigées par les atouts de l'Afrique qui a retrouvé son statut d'enjeu/objet stratégique dans le nouvel ordre politico-économique global.

## Références

1. Capacité de se trouver au même moment en plusieurs lieux, l'aptitude à être partout à la fois, don d'ubiquité.
2. DURKHEIM, Emile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 2007.
3. Selon Dani W. NABUDERE, la leçon méthodologique que l'on peut tirer de l'apport d'Archie Mafeje aux Sciences sociales en Afrique, c'est que les connaissances ethnographiques détaillées nous aident à éviter les interprétations mécanistes. Loin d'ouvrir la voie au relativisme ou au particularisme, elles nous permettent de décoder ce qui pourrait nous frapper à première vue comme étant des choses si différentes et nous mettent ainsi dans une position où nous pouvons découvrir les unions cachées (NABUDERE, Dani W., « Archie Mafeje et les Sciences sociales en Afrique », *Bulletin du CODESRIA*, N° 3 & 4, 2008, p. 8). Il peut arriver que l'Afrique ait beaucoup plus peur de l'Occident que de la Chine, ou que la « haine de l'Occident » soit transformée subtilement en peur de la Chine.
4. MORGENTHAU, Hans J. (revised by Kenneth THOMPSON), *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, Sixth Edition, New York, Alfred A. Knopf, 1985.
5. Qui a rapport à l'eschatologie, c'est-à-dire l'ensemble des doctrines relatives aux fins dernières de l'Homme et de l'Univers.
6. BADIE, Bertrand, *La fin des territoires : essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 1995.
7. SINDJOUN, Luc, *Sociologie des relations internationales africaines*, Paris, KARTHALA, 2002, p.143.
8. Les Etats Unis avaient 14 294 milliards de dollar de dette publique au mois de juillet 2011 causée principalement par les cadeaux fiscaux accordés aux plus riches, tandis que la Chine présentait un excédent commercial de 11.7 milliards de dollar pour la même période.
9. Les réserves financières de la Chine dépasseraient 1 500 milliards de dollars, et Pékin joue de cette puissance financière pour séduire, contrôler.
10. L'Afrique doit s'organiser pour s'imposer comme un véritable acteur du jeu international et non comme un champ de confrontation des intérêts des grandes puissances, ou le théâtre de la compétition entre l'Asie à travers, principalement, la Chine et l'Occident.
11. L'on peut noter, à la suite de Louis MICHEL, alors Commissaire européen au développement et l'aide humanitaire, qu'« il ne s'agit plus aujourd'hui, de considérer l'Afrique avant tout comme un "bénéficiaire" ou "un continent en développement" voire "sous-développé", mais bien comme un partenaire à part entière, un nouvel acteur du système multipolaire mondial, doté des attributs de la puissance politique, économique et stratégique, et capable de relations normales avec d'autres pôles mondiaux » (Conférence publique sur la stratégie Afrique prononcée à Berlin le 28 novembre 2006).

12. *La voie de développement pacifique de la Chine*, Livre blanc du gouvernement chinois, décembre 2005. La pierre angulaire de la nouvelle diplomatie chinoise en Afrique apparaît comme une réactivation des cinq principes régissant la politique étrangère de la Chine énoncée pour la première fois en 1953 par Chou En-Lai : - respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale – non-agression mutuelle – non-ingérence dans les affaires intérieures – égalité et bénéfices réciproques – coexistence pacifique.
13. CISSE, Mbaye, L'affirmation d'une stratégie de puissance: la politique africaine de la Chine, Mémoire présenté dans le cadre du séminaire géopolitique de l'Afrique du Collège Interarmées de Défense (CID) de Paris et du Master Recherche en Relations Internationales à l'Université de Paris II-Panthéon Assas, 2006.
14. CISSE, Mbaye., op. cit..
15. BELKACEM, Karima & OULED BEN HATSIA, Lotfi, *L'avenir du partenariat Chine-Afrique*, Paris, L'Harmattan, Collection Etudes africaines, 2011.
16. SINDJOUN, Luc (ed.), *The Coming African Hour: Dialectics of Opportunities and Constraints*, Africa Institute of South Africa, 2010.
17. MVIE MEKA, Elie, *Architecture de la sécurité et gouvernance démocratique dans la CEEAC*, Yaoundé, Friedrich Ebert Stiftung (FES), 2007, p.22.
18. ONUF, Nicholas G., *World of Our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations*, Columbia, University of South Carolina Press, 1989. Pour cet auteur, le constructivisme fait des Relations internationales un monde pleinement vivant, avec ses contingences, un monde créé par les hommes pour leur propre réalisation.
19. ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1984 (1ère édition 1962).
20. Il s'agit notamment de la : - solidarité dans le combat contre la pauvreté et la précarité – solidarité face aux nouvelles contraintes écologiques – solidarité face aux menaces qui pèsent sur la paix – solidarité face à la menace terroriste plus particulièrement.
21. MCDONALD, Matt, « Securitization and the Construction of Security », *European Journal of International Relations*, Vol. 14 (4), 2008, pp. 563-587.
22. WALTZ, Kenneth N, *Theory of International Politics*, New York, Random House, 1979.
23. AMIN, Samir , *Obsolescent Capitalism. Contemporary Politics and Global Disorder*, London, New York, Zed Books, 2003.
24. WENDT, Alexander, « Anarchy is What States Make of It: The Social Construction of Power Politics », *International Organization*, Vol. 46 (2), 1992, pp.391-425. Selon cet auteur, «l'anarchie est ce que les Etats en font». Cette formule présente l'anarchie du système international comme une construction des acteurs qui s'y trouvent.
25. Voir URL : <http://www.oboulo.com/summary>, « Faut-il avoir peur de la Chine ? », consulté le 05 mai 2011.
26. «Chine.» Microsoft® Encarta® 2009
27. BARDHAN, Pranab, *Awakening Giants, Feet of Clay: Assessing the Economic Rise of China and India*, Princeton, Princeton University Press, 2010. Il y a lieu de souligner que l'année 2003 est marquée par la visite officielle d'Atal Bihari Vajpayee, la première visite en Chine d'un Premier ministre indien depuis dix ans. Cette visite marque un tournant dans les relations entre les deux puissances asiatiques, altérées par le conflit territorial qui les oppose depuis la guerre sino-indienne de 1962, et ouvre la voie à leur rapprochement économique. Dans une déclaration sur les principes régissant leurs relations bilatérales et la coopération, l'Inde reconnaît la souveraineté de la Chine sur la région autonome du Tibet, tandis que la Chine accepte l'appartenance du Sikkim à l'Inde
28. JEAN MANDELBAUM, Daniel Haber, *La victoire de la Chine : l'Occident piégé par la mondialisation*, Paris, Descartes & Cie, 2001.
29. HALPER, Stefan, *The Beijing Consensus: How China's Authoritarian Model Will Dominate the Twenty-First Century*, New York, Basic Books, 2010. Selon cet auteur, la légitimité du Parti communiste chinois réside dans son habilité à favoriser la croissance économique. Les responsables du Parti auraient remplacé Karl Marx par une version mutante d'Adam Smith que l'auteur appelle « capitalisme d'Etat ». Ils auraient fait un deal avec le peuple : nous ferons marcher l'économie, nous vous procurons des emplois, de l'argent, et l'accès aux produits de consommation dont pourraient rêver vos parents et grands parents et en retour vous ne nous poserez pas de questions sur notre façon de gouverner.
30. CALHOUN, Craig, *Neither Gods nor Emperors: Students and the Struggle for Democracy in China*, Berkeley, University of California Press, 1994. L'auteur fait une analyse pointue du mouvement étudiant pro démocratique de la place Tiananmen de juin 1989.
31. WENPING, He, directrice adjointe du département relations internationales de l'Institut des études africaines de la Faculté des sciences sociales de Pékin, cité par Jean-Christophe SERVANT, « La Chine à l'assaut du marché africain », *Le Monde Diplomatique*, mai 2005.
32. LAURENT, Eric, « La Chine à l'assaut de l'Afrique », *Le Monde*, avril 2008

33. La Chine est accusée par les puissances occidentales et les organisations non gouvernementales de soutenir indirectement la campagne électorale de certains Présidents en fonction, par le financement de nombreux matériels de campagne des partis au pouvoir.
34. CISSE, Mbaye, op.cit.
35. GONIDEC, Pierre François, « Contribution au débat sur la recolonisation de l'Afrique », Bulletin du CODESRIA, N° 2, 1996, p. 12. Selon cet auteur, la démocratie ne peut être arbitrairement réduite à ses seuls aspects juridico-politiques, trop facilement empruntés à des systèmes étrangers. Il reste à inventer la démocratie économique, sociale et culturelle, ce qui impose une réflexion approfondie afin de définir les rôles respectifs de l'appareil d'Etat et des organisations diverses représentatives de la société civile qui a fait irruption en Afrique. Voir également à ce sujet, ONANA, Janvier, «Contre l'Etat, l'ONG ou la figure vertueuse de la société civile ? Sur le désenchantement de l'Etat contemporain en Afrique subsaharienne », *JANUS, Revue Camerounaise de Droit et de Science Politique*, 2e Année, N° 2, janvier 2007, pp. 16-17.
36. CHOUALA, Yves Alexandre, « L'Afrique dans le nouveau partenariat international : enjeux de civilisation et de puissance », *Revue Etudes Internationales*, Vol. XXXIV (1), mars 2003.
37. CHUNG-LIAN, Jiang, « Le pétrole, nouvelle dimension des relations sino-africaines », *Géopolitique Africaine*, N° 14, printemps 2004.
38. La croissance et même la survie économique de la Chine dépendent, paradoxalement et pour une part croissante, du continent le moins développé, l'Afrique. Pékin absorbe désormais 25 % de tout le cuivre consommé à travers le monde, 40 % du charbon, 35 % de l'acier, 10 % du pétrole et sa demande ne cesse de croître, et 90 % de tout l'aluminium. Une économie dévoreuse d'énergie, boulimique en matières premières qui s'est tout naturellement tournée vers la région qui en est le mieux pourvu (Voir LAURENT, Eric, op. cit.).
39. LAFARGUE, François, « La Chine, une puissance africaine », *Perspectives Chinoises*, 2005, mis en ligne le 27 février 2007, consulté le 25 mai 2011. URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/900>.
40. Extrait du discours de Bruno Gain lors de la signature, le 13 janvier 2011, du document cadre du Contrat désendettement développement (C2D) de deuxième génération.
41. L'exploitation des matières premières soulève, en effet, six types de problèmes: - la spécialisation dans la production de matière première peut amener à la désindustrialisation des pays producteurs (syndrome hollandais) - les revenus ne profitent pas à l'ensemble de la population, mais à une «kleptocratie» - la dépendance à un client de poids constitue un danger pour les producteurs de matières premières - l'exploitation des matières premières contribue à l'appréciation des devises des pays producteurs, dont les autres exportations deviennent moins compétitives - la spécialisation dans l'exploitation de matières premières détourne une partie de l'économie de l'agriculture, ce qui peut renforcer la dépendance alimentaire - l'exploitation de matières premières ne favorise pas à elle seule la création d'industries de transformation pour en faire des produits de plus haute valeur ajoutée (voir NGUYEN, Eric, *Les relations Chine-Afrique*, Levallois-Perret, Studyrama, 2009).
42. En 2008, plus de 800 000 Chinois travaillaient en Afrique pour plus de 900 entreprises de toutes tailles. Ils extraient le cuivre et le cobalt en Zambie et au Congo, le platine et le chrome au Zimbabwe ; ils achètent d'énormes quantités de bois au Gabon, au Cameroun, au Mozambique, en Guinée équatoriale et au Libéria, ainsi que l'acier, l'or, le charbon, le nickel dans tous les pays de cette zone qui en détiennent ou en produisent (voir LAURENT, Eric, op. cit.). Les Chinois installent, par ailleurs, leurs entreprises sur le sol africain, et bénéficient de ce fait des avantages réservés aux exportations africaines dans le cadre de l'African Growth Opportunity Act (AGOA) avec les États-Unis et des Accords de partenariat économique entre les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP-UE).
43. Les tongs sont des chaussures de plage dotée d'une semelle en plastique ou en caoutchouc et d'une lanière en V qui isole le gros orteil des autres doigts.
44. CHERU, Fantu & OBI, Cyril (eds.), *The Rise of China and India in Africa: Challenges, Opportunities and Critical Interventions*, London, Zed Books, 2010.
45. Dans le domaine du textile par exemple, l'industrie sud-africaine a été ébranlée par les produits chinois au point que les entrepreneurs locaux ont réclamé des mesures de protection pour faire face aux pratiques de dumping chinois. Outre le démantèlement du tissu industriel embryonnaire sur le continent, les exportations chinoises de produits manufacturés en Afrique étoufferaient les Petites et Moyennes Entreprises (PME) ainsi que de large secteur de l'économie informelle (une situation pouvant engendrer le chômage et les tensions sociales). Au Sénégal, l'Union Nationale des Commerçants et Industriels (UNACOIS) a manifesté à plusieurs reprises en 2004 et 2005, pour dénoncer la concurrence déloyale chinoise. Le Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM) a émis des réserves sur la qualité de certains produits manufacturés chinois que certaines personnes qualifient de « chinoïseries » sans remettre en cause la solidité et l'allure futuriste des ouvrages réalisés par la Chine au Cameroun . Les mêmes récriminations sont perceptibles en Guinée Equatoriale, au Zimbabwe et en Zambie où le sujet a occupé une partie du débat lors de l'élection présidentielle, amenant même certains candidats à promettre l'expulsion pure et simple des hommes d'affaires chinois du pays (Voir CISSE, Mbaye, op. cit.).
46. NIQUET, Valérie, « La stratégie africaine de la Chine », *Politique Etrangère*, février 2006.

47. La menace d'invasion qui plane sur les terres du continent aurait été prévisible, suivant le schéma tracé par les plans d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale. «On a interdit aux Etats d'investir dans les secteurs productifs, et donc dans l'agriculture. Avec cette option, les Etats ont abandonné d'immenses étendues de terres qui auraient pu servir au développement agricole, à asseoir la souveraineté et la sécurité alimentaires des pays, et participer à la rentabilité de nos terres», explique Kolyang Palebele, président d'une ONG paysanne tchadienne. D'après lui, «si les Etats n'avaient pas accepté cette situation, on en serait pas là. Ces investissements constituent d'énormes menaces pour nos enfants qui, à terme, n'auront plus où construire ou encore où cultiver». Si les firmes occidentales et chinoises exhibent des aspects positifs tels que la création d'emplois, le transfert de technologie ou encore la réalisation d'infrastructures, il y a cependant des points qui impactent négativement la vie des populations. Par ailleurs, si la menace extérieure est la plus visible, il en existe cependant une autre, plus violente, à l'intérieur des pays et qui vient des élites. «On a des villages qui sont devenus la propriété des individus, qui achètent à tour de bras des milliers d'hectares de terres dans les campagnes», indique un observateur. Un phénomène qui a été créé, au Zimbabwe et en Afrique du Sud, le courroux des populations noires privées de terres arables (que l'on peut labourer), pendant que 90% des surfaces cultivables étaient aux mains de fermiers Blancs (ces observations sont reprises dans l'enquête du journal *Mutations*, édition du 07 octobre 2010, URL : <http://www.quotidienmutations.info/enquête>, consulté le 20 août 2011).
48. Pour le sénateur gabonais Ernest Ndassikoula, l'invasion des terres du continent est liée au contexte actuel : «L'Afrique devient un pôle d'attraction important à travers ses potentialités économiques. Parmi celles-ci, la terre représente un intérêt vital et elle suscite donc, de façon légitime auprès des investisseurs, un engouement». Selon André Marie Afouba, président du Centre d'Accompagnement des Nouvelles Alternatives de Développement Local (Canadel), une ONG basée à Yaoundé au Cameroun, «il y a une menace forte sur les terres du continent. Il faut savoir que la terre est le principal facteur de production en Afrique ; c'est aussi un facteur de conflits venant de l'extérieur et de l'intérieur, notamment entre élites et paysans. Il y a une question de gouvernance de la terre qui demande qu'on assure la protection des faibles contre les plus forts, qui accaparent toutes les terres. Il faut donc conjurer cette menace qui vient et qui risque d'ébranler la stabilité de nos Etats». «Les investisseurs étrangers profitent pour accaparer nos terres au moment où les accords de partenariat économique (Acp-Ue) sont en négociation, souligne Césaire Kantarama, responsable de la fédération des agriculteurs d'Afrique de l'Est. Même si un Africain a beaucoup d'argent, il ne peut pas acheter de terres [hors du continent]» (ces observations sont reprises dans l'enquête du journal *Mutations*, édition du 07 octobre 2010, URL : <http://www.quotidienmutations.info/enquête>, consulté le 20 août 2011).
49. MAFEJE, Archie, *The Agrarian Question, Access to Land and Peasant Responses in Sub Saharan Africa*, UNRISD papers, 2004.
50. MAZRUI, Ali A., « Débat sur Archie Mafeje et Wole Soyinka: l'Afrique peut-elle s'auto-coloniser? », *Bulletin du CODESRIA*, Nos 3 & 4, 2008, pp 11-12.
51. ALDEN, Chris, « Leveraging the Dragon : Towards "An Africa That Can Say No" », URL: <http://yaleglobal.yale.edu/display/article/eAfrica>, March 1, 2005, consulté le 30 mai 2011
52. CISSE, Mbaye, op. cit.
53. Réunion qui s'est tenue du 18 au 24 avril 1955, à Bandung, sur l'île de Java en Indonésie, réunissant vingt-trois pays d'Afrique et six pays d'Asie, et qui a été à l'origine de la création du mouvement des pays non-alignés (voir Jean LACOUTURE, « Bandung ou la fin de l'ère coloniale », *Le Monde diplomatique*, mars 2005).
54. LAFARGUE, François, « La Chine, une puissance africaine », op. cit.
55. BIGO, Didier, « Les conflits post-bipolaires : dynamiques et caractéristiques », *Cultures & Conflits*, N° 8, 1993, pp. 3-14.
56. Voir l'allocution du Président Paul Biya à l'occasion de sa rencontre avec les membres du corps diplomatique africain à Beijing le 21 juillet 2011.
57. Voir AICARDI DE SAINT-PAUL, Marc, « La Chine et l'Afrique, entre engagement et intérêt », *Géopolitique Africaine*, n° 14, 2004.
58. Lire l'interview de Xue Jinwei dans *Cameroon Tribune*, N°9763/6564 du 12 janvier, 2011, p.9.
59. Cité par Etienne de TAYO, « Qui a peur de la Chine », mis en ligne en 2007, URL : <http://www.africamaat.com/article>, consulté le 15 mai 2011.
60. Cité par Etienne de TAYO, « Qui a peur de la Chine », op.cit.
61. Toast du Président Paul Biya du 14 janvier 2011, à l'occasion du déjeuner offert en l'honneur de S.E.M. Hui Liangyu, vice-Premier ministre de la République populaire de Chine.
62. Le commerce sino-africain a connu un progrès spectaculaire ces dernières années, passant de 10 milliards de dollars US en 2000 à plus de 20 milliards de dollars, et a atteint un niveau record de 37 milliards de dollars en 2005 et 129 milliards en 2010.
63. Voir *L'Action* N° 773 du 20 juillet 2011, p.2.
64. Voir le discours de KOFI ANNAN prononcé le 19 mai 2010 lors de la Conférence Internationale de Yaoundé, Africa 21.

65. Bien qu'auréolée de son statut de berceau de l'humanité (l'homo sapiens vit le jour en Afrique, dans la vallée de l'Omo, au sud de l'Éthiopie, il y a 4 millions d'années), l'Afrique aura une trajectoire des plus erratiques voire instables. Après une histoire tourmentée, marquée par la traite, l'esclavage et la colonisation, le continent a amorcé, il y a plus d'un demi-siècle, un tournant symbolisé par l'accession à la souveraineté internationale de plusieurs territoires. La prise en main de leur destin par ces jeunes États africains à l'occasion des indépendances, parfois mouvementées, était alors porteuse d'une espérance forte pour la mise en œuvre du chantier de l'accomplissement individuel et collectif des populations. Outre qu'il devait faire éclore la liberté, le «soleil fécondant et revigorant des indépendances» était supposé enclencher un processus de développement irréversible, fondé sur la valorisation des nombreux atouts du continent. Ce futur passe nécessairement par un arrimage réussi de l'Afrique au Monde globalisé (voir Georges CHAFFARD, *Les carnets secrets de la décolonisation*, Tome II, Paris, Calmann-Lévy, 1967 ; Yves BÉNOT, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, Maspero, 1969 ; Alain de BENOIST, *L'Histoire générale de l'Afrique*, Tome III, 1970 ; Ahmadou KOUROUMA, *Les soleils des indépendances*, Paris, Seuil, 1995 (1970) ; Engelbert MVENG, *Histoire du Cameroun*, Tome 1 & 2, Yaoundé, CEPER, 1984 et 1985) ; Lansiné KABA, *Le "non" de la Guinée à De Gaulle*, Paris, Éditions CHAKA, 1990
66. Dans la vie, chacun d'entre nous a ses rêves, les uns les plus fous que les autres. Rêve de construire une belle maison, rêve de voir ses enfants réussir leurs études et trouver chacun sa voie dans la vie, rêve de réaliser un investissement. Nous rêvons également collectivement que nos villes deviennent plus belles, que des boulevards et des échangeurs facilitent la circulation, que notre pays soit traversé par des autoroutes, que des gratte-ciels poussent ici et là, que nos Universités soient aussi célèbres que Harvard, Oxford, Massachusetts Institut of Technologies ou Polytechnique, que nos aéroports ne laissent pas le temps aux chèvres de brouter de l'herbe et de se reposer tranquillement sur la piste d'atterrissage ou l'aire de stationnement des avions (voir l'article de *Cameroon Tribune* N°9893/6094 du 26 juillet 2011, p.5).
67. Voir dans cet ordre d'idées, le *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)*, qui est un cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2020, élaboré par le gouvernement camerounais en août 2009. Il s'agit d'une vision de développement économique à l'horizon 2035 qui entend faire du « Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité ».
68. Allocution du Président Paul Biya à l'occasion de sa rencontre avec les membres du corps diplomatique africain à Beijing le 21 juillet 2011.
69. MAFEJE, Archie, « Cadre africain de substitution aux programmes d'ajustement structurel: pour une reconversion des mentalités », *Bulletin du CODESRIA*, N° 2, 1990, p.12.
70. MAFEJE, Archie, « Recolonisation "bénigne" et esprits "malins" au service de l'impérialisme », *Bulletin du CODESRIA*, N° 2, 1995, p.20.
71. MAZRUI, Ali A., - *Towards a Pax-Africana: A Study of Ideology and Ambition*, Chicago & London, University of Chicago Press. - « Auto-colonisation et quête de Pax Africana: une réplique » *Bulletin du CODESRIA*, N° 2, 1995, p. 24. Cet auteur propose que l'Afrique entreprenne sa propre colonisation dès lors que l'ordre colonial a pris fin.
72. MAZRUI, Ali A., *The African Condition: A Political Diagnosis*, New York & Cambridge, Cambridge University Press, 1980, p. 113.
73. KARL, Terry Lynn, *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*, Berkeley, University of California Press, 1997.
74. RUDRA, Nita & JENSEN, Nathan M., « Globalization and the Politics of Natural Resources », *Comparative Political Studies*, 44(6), 2011, p. 648.
75. <http://www.yaoundeconference-africa21.org/fr>, URL consulté le 25 mai 2010.
76. Voir le débat entre Pierre Moukoko Mbonjo et Adamou Ndam Njoya, autour de la question « Peut-on vaincre la corruption au Cameroun ? », dans *Cameroon Tribune* N° 9909/6110 du 17 août 2011, pp. 6-7.
77. Ces attributs, que présente Patience Dabany, ex première Dame du Gabon, vont, dans une large mesure, à certains hommes politiques comme un gant irait à une main.
78. SINDJOUN, Luc, « Les conséquences des crises sur les universités africaines comme lieux de recherche et de production des connaissances : brèves remarques méthodologiques », communication présentée lors de la 10e Assemblée générale du CODESRIA sur le thème : *L'Afrique dans le Nouveau Millénaire*, Kampala, Ouganda, décembre 2002
79. JAMET, Jean-François, « Gouvernement économique européen : la question n'est plus quand mais comment », *Question d'Europe* N° 216, Fondation Robert Schuman, octobre 2011.
80. Voir le discours du Président de la République française, Nicolas SARKOZY, prononcé à l'ouverture du 40ème Forum économique mondial à Davos (ville de l'est de la Suisse), le 27 janvier 2010.

